

PETER STRAUB > PRÉSIDENT DU CdR

Bruxelles, carrefour des régions

Le Comité des Régions de l'Union s'est installé dans le bel espace du 101 rue Belliard. À sa tête depuis février dernier, l'Allemand Peter Straub. Il nous livre sa vision de Bruxelles.

EMMANUELLE JOWA

Le Comité des Régions (CdR), auparavant situé au 92 rue Montoyer, est abrité depuis juin dernier dans les bâtiments flambant neufs du 101 rue Belliard. Et dispose désormais de vastes salles de réunion. L'inauguration officielle a eu lieu en septembre.

Peter Straub préside le CdR depuis le 11 février 2004, et ce pour une durée de deux ans. Il évoque sa vision de Bruxelles. En allemand, avec l'aide d'une interprète -il pratique le français mais se sent fatigué, dit-il, et tient à ce que les choses se fassent dans les règles de l'art. Avec circonspection.

Que vous inspire ce bâtiment et la friche déserte qui se trouve non loin ?

-Le bâtiment nous plaît beaucoup, nous y avons emménagé fin juin. Il est convivial, nous avons tous nos bureaux sous un toit, nous disposons de salles de réunions, de salles de conférences pour les groupes, les sections, les commissions. Quant à l'environnement proche, il va s'améliorer peu à peu, je n'en doute pas.

Comment voyez-vous cette intégration dans le quartier européen, et ce quartier de manière plus générale ? Pour atteindre le bâtiment, ce n'est pas simple - c'est le problème de nombreux bâtiments européens d'ailleurs...

-Vous avez certainement raison de dire que l'accès au bâtiment n'est pas aisé à proximité de cette large voie avec une forte circulation, mais je pense vraiment que les choses vont aller en s'améliorant. Et puis le plus important est sa situation, au cœur même de l'Union européenne, à proximité

du Conseil et du Parlement.

Le but de ce déménagement, au-delà de la proximité avec le

Parlement, c'était aussi d'offrir un espace plus accessible et surtout plus concentré ?

-Oui. Avant, on était un peu dispersé à travers la ville. C'est essentiel et extrêmement efficace d'avoir tout sous un même toit.

Le rapport au citoyen est primordial pour le Comité des Régions...

-Nous avons en effet vocation à être proche des citoyens, c'est notre destinée et raison d'être, nous sommes beaucoup plus proches des citoyens que les députés-parlementaires européens qui sont la plupart du temps à Bruxelles ou Strasbourg. Nous représentons le citoyen au niveau des régions, dans le cadre de nos activités politiques, et le CdR peut jouer le rôle de lien entre le citoyen et Bruxelles, Bruxelles qui est très souvent perçue comme très lointaine... Nous pouvons aussi jouer le rôle de trait d'union entre le Parlement européen et les citoyens européens et c'est dans ce sens que nous œuvrons, pour que les régions soient renforcées dans leurs compétences ainsi que les villes et communes.

Peut-on rêver un jour que le touriste européen de passage à Bruxelles puisse faire l'arrêt devant votre bâtiment et y demander de l'info ou est-ce de la science-fiction ?

-Dans nos anciens locaux, nous ne pouvions pas accueillir de citoyens-visiteurs alors qu'ici, nous pouvons recevoir des groupes en provenance des régions... Jusqu'à 10000 chaque année, ce qui permet d'avoir un réel contact avec les gens.

Quelles sont les relations avec les autorités locales ici, et avec vos prédécesseurs, comme Jos Chabert par exemple ?

-Tous mes prédécesseurs sont encore membres du Comité, donc je les vois régulièrement. Quant à Jos Chabert, j'entretiens de bons rapports avec lui, au CdR, je le fréquente souvent.

Quelle est votre vision de Bruxelles ? Sa position est-elle

amenée à évoluer ?

-Bruxelles est la capitale de l'Europe avec Strasbourg, ce que mentionnent très souvent nos amis français... Ce que l'on peut dire c'est que pour l'homme de la rue, ce rôle de Bruxelles a très souvent des connotations négatives. Le citoyen ne connaît pas ou ne comprend pas les réalités européennes. Alors, on a souvent tendance à jeter la pierre sur Bruxelles et cela me semble injustifié. Bruxelles n'a pas que des avantages mais cette mauvaise réputation qu'on lui fait souvent me semble exagérée. C'est pour cela que le CdR souhaite travailler pour expliquer la politique européenne aux citoyens, pour améliorer la démocratisation de ses intérêts au niveau européen, la transparence, et c'est également la règle de subsidiarité... Lorsque des règles européennes ne sont pas nécessaires, pourquoi légiférer au niveau européen quand on peut le faire au niveau national ou régional ou au niveau le plus approprié ? C'est seulement à ce moment-là que les décisions seront acceptées par le citoyen car elles auront été prises par des institutions proches de lui à Bruxelles.

Quid de la position de Bruxelles au sein même du CdR, a-t-elle un rôle privilégié ?

-Non, je ne crois pas que l'on puisse dire que Bruxelles soit une région favorisée en Europe, elle est traitée tout à fait comme les autres. Le seul élément que l'on peut dire, c'est que la Belgique est fortement décentralisée, beaucoup plus que tous les autres pays de l'Union. De ce point de vue, on peut dire que la situation est un peu exemplaire pour nous et notre travail. Mais nous représentons toutes les régions et nous les considérons sur un pied d'égalité, qu'elles soient fortes ou faibles ; nous représentons leurs intérêts à toutes, sans distinction.

Comment voyez-vous le fonctionnement à la belge ?

-Du point de vue du Comité des Régions, le diagnostic de la Belgique est idéal en ce sens que ce que nous voulons, c'est faire des Régions des entités fortes, promouvoir la diversité. Et qui dit diversité,

dit aussi diversité linguistique.

Y a-t-il, de manière générale, des régions plus actives que d'autres sur le terrain?

– Les régions que l'on pourrait éventuellement citer dans ce con-

texte sont celles qui ont fait l'objet d'un soutien particulier (le Hainaut par exemple, ou les régions de l'ancienne Allemagne de l'Est). Ce que nous voulons pour notre politique de soutien à partir de 2007, c'est faire en sorte que les régions elles-mêmes réfléchissent à

leur développement à venir et voient comment elles vont entrer en concurrence les unes par rapport aux autres, car c'est cela qui sera profitable pour l'Union et va rapprocher les régions.

□